Bulletin des Négociations de la Terre

CRIC 7 #4

Un service d'information sur les négociations de développement et d'environnement

En Ligne sur http://www.iisd.ca/desert/cric7/

Vol. 4 No. 212 Publie par l'Institut International du Développement Durable (IIDD) Vendredi 7 novembre 2008

LES FAITS MARQUANTS DES CRIC 7 ET CST S-1: JEUDI 6 NOVEMBRE 2008

La première session extraordinaire du Comité de science et technologie (CST S-1) a clos ses travaux le 6 novembre 2008. Le CST a procédé: à la discussion de son plan de travail quadriennal et d'un rapport oral à la CRIC 7 sur ce point de l'ordre du jour; à l'examen de son avis à la CRIC 7 sur la mesure des progrès accomplis dans les Objectifs stratégiques 1, 2 et 3 de la Stratégie; et à l'adoption de son rapport.

COMITE DE SCIENCE ET TECHNOLOGIE

EXAMEN D'UN PROJET DE PLAN DE TRAVAIL PLURIANNUEL (QUADRIENNAL) POUR LE CST: Le président du CST, Dar, a invité le Secrétariat à réagir aux observations émises, mercredi, sur le plan de travail quadriennal. Le Secrétariat: a indiqué que le programme de travail était soumis à un titre d'orientation et qu'il est financé par des fonds supplémentaires, tandis que le plan de travail, le budget et les accomplissements seront adoptés à la CdP 9; a convenu que les travaux en rapport du CST et du Secrétariat sont complémentaires et qu'ainsi, les indicateurs peuvent être fusionnés; et a déclaré qu'il a pris note des propositions de réduire le nombre d'indicateurs de performance et d'activités.

EXAMEN D'UN PROJET DE PROGRAMME DE TRAVAIL BIENNAL CHIFFRE POUR LE CST: Le président Dar a ouvert le débat autour du programme de travail biennal du CST (ICCD/CST(S-1)/4/Add.2). La GUINEE-BISSAU a suggéré de se concentrer sur l'impact des sécheresses. Le SENEGAL a fait remarquer qu'il n'y avait pas de budget dans le programme de travail biennal. Le PANAMA a suggéré de focaliser davantage sur le plan de travail quadriennal, étant donné que le programme de travail biennal sera terminé dans un an. Le YEMEN a déclaré que le programme de travail devrait être un programme de 13 mois et demi, compte tenu du fait que l'année 2008 est quasiment terminée. L'UE a déclaré que le programme de travail devrait être réaliste et englober les moyens de sa concrétisation. Le PEROU a suggéré que le CST établisse un calendrier pour la mise en œuvre effective du programme, tandis que la GUINEE EQUATORIALE a appelé à des calendriers précis.

Rappelant l'historique de la CLD, le TCHAD, le BENIN, le NIGERIA, la GUINEE et le CHILI ont posé la question de savoir d'où viendraient les ressources destinées à la couverture du programme, le NIGERIA soutenant qu'une budgétisation fondée sur les ressources réduirait de manière importante les activités à mettre en œuvre. Le NIGERIA et la GUINEE ont mis en exergue quelques hypothèses sous-jacentes erronées mises sur le plan de travail. Le JAPON a déclaré que sans estimation des coûts, il est difficile de déterminer le caractère approprié des activités et a fait part de ses réserves concernant la mention du besoin de fonds supplémentaires. La TURQUIE a posé la question de savoir si le DSD est en train de collaborer avec les institutions internationales mentionnées dans le rapport, et celle de savoir quand les réseaux de programme thématique seraient mis en place.

L'URUGUAY, appuyé par le BRESIL, a suggéré de focaliser sur la mobilisation des ressources pour la réalisation de bon nombre de ces activités. La CÔTE D'IVOIRE a souligné le rôle des correspondants nationaux. Mettant l'accent sur l'expérience de la CDB, le PAKISTAN a souligné l'importance des correspondants des science et technologie dans la promotion des activités environnementales transfrontières. L'Italie a déclaré qu'une conférence scientifique internationale est utile à la réalisation des Objectifs stratégiques et que le programme de travail devrait mettre en valeur la conférence et la connecter avec les objectifs. L'AFRIQUE DU SUD a souligné le besoin, pour les institutions de la Convention, de renforcer leur coopération pour éviter la duplication des efforts et économiser des frais.

Le délégué des ETATS-UNIS a noté que le programme de travail s'élève à €510,000 et a identifié 55 activités. Il a demandé si le Secrétariat allait fournir tous les fonds et s'il était faisable d'attendre du président et du Bureau du CST d'être impliqués dans toutes les activités. L'ARGENTINE a proposé de faire correspondre le budget aux résultats attendus.

Plusieurs parties ont parlé du besoin de classer les activités par priorité, vu la limite des ressources financières. Le GHANA a souligné le rôle du savoir traditionnel dans l'élaboration des indicateurs, et le CHILI a mis en relief, comme priorités du CST, la tenue de réunions scientifiques régionales et la promotion de la Convention. Le BURKINA FASO a encouragé le CST à accorder une priorité aux concertations régionales sur les indicateurs et aux réunions des groupes de travail. Le VIETNAM a suggéré que le programme de travail focalise sur la conférence scientifique internationale, et a souligné le besoin de mobiliser la participation active des parties. Le MAROC a déclaré que certaines activités pourraient être reportées à la prochaine période biennale.

Le MEXIQUE a indiqué que les fonds alloués sont insuffisants pour l'élévation du profil du CST. L'INDE a mis en garde que l'édification d'une base scientifique solide ne doit pas être sacrifiée lors du classement des activités par priorité. Le KYRGYZSTAN a déclaré que la collecte d'informations auprès des correspondants scientifiques, doit être budgétisée. Le CAP VERT a appelé le MM à aider à mobiliser des fonds pour dépasser les contraintes financières.

La COLOMBIE a souligné que le Comité des amis du CST, à établir dans le cadre de l'Objectif opérationnel 3, garantirait la représentation régionale. La JORDANIE a déclaré que la coordination entre les correspondants, le CST et le Secrétariat devrait être plus active. Le TCHAD a mis l'accent sur l'établissement de liens formels entre le CST et les institutions de recherche, en particulier, en Afrique.

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Alexandra Conliffe, Wagaki Mwangi, Lynn Wagner, Ph.D., et Kunbao Xia. Edition numérique: Ángeles Estrada. Version française: Mongi Gadhoum. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: Le Royaume-Uni (à travers le département du développement international (DFID), le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales du département d'Etat américain), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI), le ministère danois des affaires étrangères, le ministère allemand de la coopération économique et développement (BMZ), le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU), le ministère néerlandais des affaires étrangères, la commission européenne (DG-ENV), le ministère italien de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'espace maritime. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2008, par: le ministère norvégien des affaires étrangères, le gouvernement australien, le ministère fédéral autrichien de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de la gestion de l'eau, le ministère suédois de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (FOEN), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), le ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPRI) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). La version française du *Bulletin* est financée par l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), et la version espagnole, par le ministère espagnole de l'environnement. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11A, New York, New York 10022, USA. L'équipe du ENB à la CRIC 7 de la CCD et à la Session extraordinaire du CST, peut être contactée par courriel à <lynn@iisd.org>.

La TUNISIE a déclaré que les ressources financières et la préparation des pays à produire et à harmoniser les indicateurs sont des obstacles à la mise en œuvre du programme de travail. L'ALGERIE et la REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE ont souligné le besoin d'établir des priorités et le LIBAN a souligné la nécessité d'une base de données harmonisée. La ZAMBIE a souligné le besoin d'éliminer les activités non nécessaires, et a mis en relief l'importance de l'utilisation de l'information et des données nationales.

Le NIGER a posé la question de savoir quand les activités individuelles allaient être budgétisées. Les OSC ont mis en exergue les liens entre l'implication des communautés, l'information, la divulgation, le changement des comportements et l'impact, et a souhaité savoir combien d'argent est destiné à ces activités. Le VENEZUELA a indiqué que des matériels préparatoires sont nécessaires à l'élaboration d'indicateurs appropriés. ISRAEL a fait remarquer qu'il n'existe, dans le programme, aucun mécanisme de contrôle de qualité des livrables scientifiques, et a précisé qu'un examen volontaire par des pairs n'affectera pas le budget. La REPUBLIQUE DOMINICAINE a proposé de reconcevoir le calendrier du plan.

En réponse aux observations émises, le MM a rappelé son mandat, a réitéré le besoin d'arguments techniques et scientifiques solides dans la mobilisation des ressources, a souligné la discussion en cours avec le DSD sur la collaboration et a exprimé sa volonté d'offrir ses services de conseils financiers aux parties.

Le Secrétariat a indiqué que le programme de travail a été élaboré pour la concrétisation des résultats que les parties souhaitaient obtenir à travers l'adoption de la Stratégie. La représentante a précisé que les programme de travail de 2008-2009 a été élaboré à des fins d'information, mais que les CST 9 et CdP 9 examineront le programme de travail de 2010-2011, qui sera accompagné d'un budget détaillé, et le CST déterminera des priorités devant figurer dans ce programme et les programmes à venir. Elle a noté que des 55 activités prévues, une vingtaine servent des visées multiples et sont ainsi redondantes mais pas répétitives, ajoutant que plusieurs d'entre elles n'entrainent aucun coût important.

RAPPORT DE LA CST S-1 CONCERNANT LE PLAN DE TRAVAIL QUADRIENNAL ET LE PROGRAMME DE TRAVAIL BIENNAL: Le président Dar a donné un aperçu des principaux éléments figurant dans le rapport concernant le plan de travail quadriennal et le programme de travail biennal du CST, à présenter à la CRIC 7. Il a indiqué que les parties ont fait un certains nombre de déclarations et ont endossé les deux documents. S'agissant du programme de travail de 2008-2009, les priorités pour lesquelles un financement adéquat devrait être mobilisé, sont: la sélection d'un nombre minimum d'indicateurs; l'organisation de la conférence scientifique de la CST 9; l'implication des correspondants des science et technologie dans les activités déterminées pour 2009; l'organisation d'un dialogue de politique scientifique avec la conférence scientifique; et la planification du prochain plan de travail quadriennal (2010-2013) et le prochain programme de travail. Le CST a décidé de charger le président de présenter le rapport à la CRIC 7.

AVIS PRELIMINAIRE DU CST A L'INTENTION DU CRIC CONCERNANT LA MEILLEURE MANIERE DE MESURER LES PROGRES ACCOMPLIS DANS LES OBJECTIFS STRATEGIQUES 1, 2 ET 3 DE LA STRATEGIE: Le président Dar a introduit l'avis préliminaire du CST à l'intention du CRIC concernant la mesure des progrès accomplis dans les Objectifs stratégiques 1, 2 et 3, pour examen et approbation par le CST. L'UE a recommandé plusieurs changements, notamment, la stipulation de qui est chargé de diverses taches. Le NIGERIA, appuyé par la SYRIE, a suggéré que les changements détaillés introduits dans le texte, à ce stage, sont inappropriés parce qu'ils venaient à peine de recevoir le projet de texte.

En réaction aux réserves émises par l'ALGERIE concernant le fait que les projets de recommandations soient disponibles en anglais uniquement, le texte a été lu entièrement et traduit oralement.

Au sujet de la sélection d'un ensemble minimum d'indicateurs, ISRAEL a signalé qu'il y avait une contradiction dans le texte qui appelle à un ensemble minimum d'indicateurs et qui dresse, ensuite, une liste de nombreuses sources possibles qui s'y rapportent. Le BRESIL, appuyé par la SYRIE, a déclaré que les indicateurs devraient tenir compte des circonstances et besoins particuliers des pays. Le PEROU a souligné qu'il est important de rendre les indicateurs plus explicites et d'utiliser les indicateurs disponibles. L'EQUATEUR a recommandé l'intégration d'indicateurs disponibles tirés de la FAO.

Au sujet des repères et niveaux de référence, le délégué des ETATS-UNIS, appuyé par l'ARGENTINE, a suggéré que les termes "repères" et " niveaux de référence" soient clairement définis.

Au sujet des méthodes retenues pour la collecte et l'analyse des données pertinentes, à utiliser avec l'ensemble minimum d'indicateurs, l'UE a suggéré que les méthodes devraient être " déterminées" "définies" et "élaborées."

Le SOUDAN a mis en garde que la lutte contre la désertification ne garantit pas toujours l''amélioration des conditions de vie, qui est un Objectif stratégique difficile à réaliser. La COLOMBIE a attiré l'attention sur le besoin de ressources financières pour l'accomplissement des travaux, et a suggéré que le MM soit mentionné. L'ALGERIE a souligné l'importance de l'estimation et de la détermination des dates fixées pour l'accomplissement des taches.

Le président Dar a indiqué qu'une réunion du Bureau sera tenue avec la participation des parties intéressées pour finaliser le document à la clôture des travaux du CST.

RAPPORT PROVISOIRE DE LA CST S-1: Le président Dar a invité les membres du Comité à adopter le rapport provisoire de la CST S-1 (ICCD/CST(S-1)/L.1). Le rapporteur du CST, Maria Nery Urquiza Rodriguez (Cuba), a introduit le rapport, notant que la version finale englobera le procès-verbal des débats menés dans le cadre de chacun des articles de l'ordre du jour, examinés durant la CST S-1, tel que complété par le Bureau et le Secrétariat. Le Comité a adopté le rapport sans amendement et a autorisé le Rapporteur, avec l'aide du Secrétariat, à le compléter.

Le président Dar a remercié les participants pour leur appui à l'amélioration de la plate-forme scientifique et technologique de la Convention, et a clos la CST S-1, à 16h44.

DANS LES COULOIRS

Au moment où le CST clôturait sa première session extraordinaire, passant au CRIC la discussion sur les indicateurs, quelques délégués ont exprimé leur espoir de voir le groupe de contact qui examinera ce sujet au cours de la deuxième semaine, lui accorder une attention appropriée, des participants signalant que le débat a déjà commencé sur la composition du groupe de contact. Une attention a également été accordée à ce que serait le modèle le plus approprié pour l'intégration de la science dans la CLD, certains débats focalisant sur les enseignements tirés du modèle de GIEC et sur la manière dont ils pourraient être intégrés dans les activités du CST. Certains ont souligné la valeur d'un organe scientifique indépendant tandis que d'autres ont mis l'accent sur les mérites d'un groupe représentatif pour s'assurer de l'intégration des divers points de vue. Dans l'intervalle, le Groupe des Etats d'Europe occidentale et autres, l'unique groupe régional des Nations Unies qui ne dispose pas d'annexe assortie à la Convention, devrait, croit-t-on savoir, recevoir un briefing de la part du Secrétaire exécutif, vendredi. Les autres groupes régionaux ont reçu des briefings similaires durant les réunions consacrées aux Annexes tenues les deux premiers jours à Istanbul.